

ADGCF

Les artisans du « faire ensemble »

Militants de l'intercommunalité, les directeurs généraux des communautés veulent inventer une nouvelle coopération interterritoriale, le fondement de l'action publique locale de demain.

Le succès des dernières universités d'été de l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF) l'a confirmé: leur fibre militante est intacte et même vivifiée par les difficultés qui les attendent. Pour les quelque 230 DG réunis au Grand-Bornand (Haute-Savoie), la raréfaction de la ressource ne peut que renforcer le mouvement de consolidation et d'optimisation de l'intercommunalité. Alors même que de nouveaux besoins émergent, que la demande sociale se fait plus pressante, le défi pour les cadres dirigeants des intercommunalités est de parvenir à organiser une véritable «coproduction des politiques publiques locales», a souligné Pascal Fortoul, président de l'ADGCF et directeur général de la communauté d'agglomération du pays Voironnais, en clôture des universités.

Ce processus de coconstruction, qui doit s'intensifier tant au sein du bloc local communes-communauté qu'avec les échelons territoriaux intermédiaires, a considérablement fait évoluer le métier de DG d'intercommunalité. C'est ce que révèle la grande enquête menée par l'association auprès de ses membres.

Compétence de médiateur

Les DG au profil de développeur des années 90, qui ont dû se muer en managers et en gestionnaires dans les années 2000, développent désormais une compétence de médiateur. Une mission tout en «subtilité», analyse David Le Bras, délégué général de l'association, pour arriver à construire des synergies, entre politique et administration, avec les différentes communes de la communauté, et, «extra muros», avec les autres strates territoriales et les partenaires extérieurs. Sur des territoires traversés par des flux de populations qui se jouent des limites administratives, c'est une responsabilité première des communa-



Pascal Fortoul,
président de l'ADGCF.

E. EYMARD-DUVERNEY / ALPACA / ANDIA

3 PRIORITÉS

- Organiser les rencontres, les échanges d'informations et les partages d'expériences entre DG et DGA des communautés de France.
- Apporter collaboration et expertise à toute instance qui serait créée à l'initiative des représentants élus des communautés, ainsi que des pouvoirs publics et de tout organisme représentatif des élus locaux.
- Promouvoir l'intercommunalité.

tés, qui privilégient, dans leur mode de fonctionnement, la logique de l'«inter», à celle du «supra», rappelle David Le Bras: «des alliances sont à nouer pour développer des politiques ensemble», entre intercommunalités urbaines, périurbaines et rurales. «Toutes partagent le même objectif: optimiser l'action publique locale.» Et renouer avec ce qui fait «l'ADN du métier de DG»: formuler, porter, animer un projet structurant et partagé par les élus communautaires.

Ancien responsable des politiques urbaines au sein de l'Assemblée des communautés de France (ADCF) et directeur-adjoint à la direction de la prospective et de la stratégie territoriales de Grenoble-Alpes métropole, David Le Bras, récemment nommé aux fonctions de délégué général, va impulser une dynamique supplémentaire aux actions de l'association. Son expérience à l'ADCF facilitera le partenariat que les associations d'élus et de DG ont souhaité amplifier à travers la

OBJECTIF

Echanges d'informations et d'expériences entre les communautés de France.

ADHÉRENTS

530 au niveau national.

CONTACT

David Le Bras, délégué général,
tél. : 01.55.04.88.19,
email : david.lebras@adgcf.fr
Site internet : www.adgcf.fr

signature d'une convention d'objectifs: mieux accompagner les communautés dans une phase de réforme intensive, garantir les synergies entre les élus et cadres des intercommunalités, renforcer les capacités d'expertise au service du mouvement intercommunal. Cependant, sa première mission porte bien sur l'avenir de l'ADGCF, à travers l'élaboration d'un «manifeste» qui doit «définir les valeurs que veut porter et promouvoir l'association».

Organisation décentralisée

Cette synergie renforcée entre élus et cadres est souhaitée par les DG, comme en témoigne l'enquête réalisée par l'ADGCF qui devrait jouer le «rôle d'expert de l'intercommunalité» (84%). Travaillant en partenariat avec l'ADCF, installée dans les mêmes locaux, l'ADGCF se veut un centre d'expertise pour les élus, une expertise d'usage au quotidien qui vienne nourrir leur activité de lobbying. Pour autant, l'ADGCF «doit rester un acteur autonome du monde associatif communautaire (75%)». Des orientations précisées dans le manifeste et qui seront déclinées en région. Organisation décentralisée avec 22 délégations régionales, l'association va répondre au souhait de 90% des enquêtés: renforcer les actions dans les régions afin que des DG puissent échanger sur des travaux prenant en compte des contextes et des spécificités locales. *Danielle Van Santen*